



PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat Nord-Pas-de-Calais Séance Plénière du 15 février 2012

Le numéro unique de la demande de logement social
Avancement de la réforme dans la région Nord Pas de Calais

1. Contexte réglementaire

Suivant les termes prévus par l'article 117 de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, le système d'enregistrement des demandes de logement social a fait l'objet d'une réforme importante qui a abouti fin mars 2011, terme du délai de 2 ans prévu par la loi, à la mise en place d'un nouveau dispositif informatique d'enregistrement des demandes « Numéro unique ».

Cette réforme a pour objectifs de simplifier les démarches du demandeur de logement (fin de la distinction entre demande de numéro d'enregistrement unique et demande de logement social, source de complexité pour le requérant), d'améliorer la transparence du processus d'attribution et de mieux connaître quantitativement et qualitativement les caractéristiques de la demande locative sociale. Pour ce faire, un formulaire national unique de demande de logement social, défini par arrêté du 14 juin 2010, est entré en vigueur le 1er octobre 2010.

La réforme prévoit la désignation par le préfet d'un gestionnaire départemental unique du système d'enregistrement de la demande locative sociale, qui peut être soit un service de l'Etat, soit un partenaire extérieur. Ce gestionnaire a en charge de gérer et de paramétrer les accès des différents services enregistreurs (bailleurs HLM, collectivités locales ayant choisi d'enregistrer les demandes..) à l'application nationale d'attribution du N° unique. Il a pour mission de s'assurer des renouvellements des demandes selon une procédure rigoureuse, et de radier les demandes qui, à la suite d'une attribution ou d'une absence de renouvellement, n'ont plus d'objet. Il sera enfin chargé de la production d'états statistiques.

2. Bilan après une année de mise en oeuvre

Les modalités d'organisation de la gestion du numéro unique dans la région Nord Pas-de-Calais en 2011 sont différentes dans les deux départements :

Dans le NORD, la gestion a été confiée à l'Association Régionale de l'Habitat (ARH) selon une convention de gestion Etat/ARH signée par le préfet du Nord le 28/03/2011.

Dans le PAS-DE-CALAIS, la gestion est assurée par la DDTM.

Dans les deux départements a été passée une convention entre l'Etat et l'ensemble des services enregistreurs, c'est à dire l'ensemble des organismes HLM et les quelques collectivités locales volontaires pour assurer cette fonction (pour l'essentiel dans le Nord où 25 collectivités locales se sont positionnées ou ont pris des renseignements).

Ces conventions Etat/services enregistreurs pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais contiennent des dispositions destinées à assurer la continuité du service en cas de nouvelles modalités de gestion et d'enregistrement des demandes.

Quelques chiffres

L'OREDA dénombrerait 130 000 demandes régionales en instance au 1^{er} janvier 2011 (+ 5% en un an qui s'explique par la remontée des demandes nouvelles), dont 88 000 demandes dans le Nord (55% en métropole lilloise) et 42 000 dans le Pas-de-Calais. L'observatoire régional constatait un délai moyen de satisfaction de 10,4 mois, en hausse.

De fin mars 2011 au 31 décembre 2011, le nouveau dispositif a enregistré près de 92 000 demandes, selon le détail départemental suivant :

Nord : 60 500 nouvelles demandes enregistrées / 13 700 renouvellements

Pas-de-calais : 31 300 nouvelles demandes enregistrées / 5 000 renouvellements

Ces chiffres d'enregistrement attestent du bon fonctionnement du nouveau dispositif dans la région, grâce à la forte mobilisation des gestionnaires et malgré des difficultés d'ordre technique posées par l'outil nouvellement déployé.

Ces difficultés sont progressivement résolues. L'outil s'enrichira d'un module statistique, « Infocentre », à partir de mars, permettant ainsi de reprendre l'observation et l'analyse de l'évolution de la demande aux différentes échelles territoriales.

3. Suivi de la mise en œuvre de la réforme, réflexions engagées par les partenaires (Etat, ARH, bailleurs et collectivités)

Un groupe de travail numéro unique mis en place à la demande du préfet de région en réponse aux demandes de l'ARH et de quelques collectivités a été réuni une première fois par la DREAL le 08/07/2011. Ses objectifs sont de recueillir les attentes de chacun des acteurs, au regard des fonctionnalités présentes ou futures offertes par le système d'information du Ministère (gestion de la demande, des attributions, connaissance statistique...). A terme, les réflexions engagées doivent permettre de conclure à l'opportunité ou non (technique, financière,...) d'engager une démarche pour dépasser l'outil du ministère. Les prochains travaux du groupe seront liés à l'actualité nationale numéro unique, et particulièrement à la mise en place et l'exploitation de l'infocentre statistique à partir de mars 2012.

Le renouvellement des demandes en 2012

Pour l'année 2011 et le 1^{er} semestre 2012, le renouvellement des demandes (qui consiste en l'envoi d'un courrier en lettre simple à chaque pétitionnaire 2 mois avant la caducité de sa demande, pour un coût « national » de 0,40€/pli) est pris en charge techniquement et financièrement par le niveau central du MEDDTL, via le recours à un prestataire national.

Pour le second semestre de l'année 2012, le principe général d'un marché national passé par le ministère sera également reconduit. C'est donc le prestataire national, et non le gestionnaire départemental, qui continuera à envoyer les lettres simples de renouvellement ainsi que les éventuels Pli Non Distribuable (anciennement NPAI).